

**RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE
COMMUNE DE WOLUWE-SAINT-PIERRE**

Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal

Présents

Virginie Van Lierde, *Conseiller communal-Présidente* ;
Benoît Cerexhe, *Bourgmestre* ;
Damien De Keyser, Françoise de Callatay-Herbiet, Carla Dejonghe, Georges Dallemagne,
Dominique Harmel, *Échevins* ;
Anne-Charlotte d'Ursel, Christine Sallé, Cécile Vainsel, Etienne Dujardin, Muriel Godhaird-
Sterckx, Marie Cruysmans, Antoine Bertrand, Jonathan de Patoul, Christiane Mekongo Ananga,
Cathy Vaessen, Hatiana Martine LUWANA, Florentine Röell, Vincent Wauters, François-Julien De
Smet, Yvan Verougstraete, Jean-Nicolas Laurent Josi, Fabienne Puel van Raemdonck, Emmanuel
Fouarge, Géraldine de Chestret de Haneffe, Clémence Decrop, Sophie Hiernaux, Anne Delvaux de
Fenffe, *Conseillers communaux* ;
Florence van Lamsweerde, *Secrétaire communale*.

Excusés

Tanguy Verheyen, Philippe van Cranem, *Échevins* ;
Alexia Bertrand, Caroline Lhoir, Nouredine Chaghoulani, Laurent de Spirlet, *Conseillers
communaux*.

Séance du 13.10.26

**#Objet : CC - Règlement-redevance relatif au parrainage de biens commémoratifs dans l'espace
public communal - Instauration #**

Séance publique

Taxes

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 117 ainsi que l'article 137bis relatif au recouvrement des créances non fiscales ;

Considérant le souhait de la Commune de permettre aux personnes physiques et morales de rendre hommage à une personne défunte ou à une cause particulière qui lui était chère en prenant en charge le financement d'un arbre, d'un rosier, d'un élément de mobilier urbain ou d'un autre élément implanté dans l'espace public communal à des fins commémoratives ;

Considérant que ce dispositif contribue à la valorisation du patrimoine végétal et paysager communal ainsi qu'à la création d'espaces de mémoire et de recueillement accessibles à tous ;

Considérant que l'examen des demandes, le choix des emplacements, la fourniture des biens commémoratifs, leur implantation, leur entretien ainsi que leur gestion administrative nécessitent l'intervention des services communaux ;

Considérant que ces prestations engendrent pour la Commune des dépenses qu'il convient de couvrir par la perception d'une redevance ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

DECIDE d'instaurer comme suit le règlement-redevance relatif au parrainage de biens commémoratifs dans l'espace public communal :

Assiette de la redevance

Article 1.-

Il est établi, pour la période du 01.11.2026 au 31.12.2031, une redevance communale pour le parrainage de biens commémoratifs implantés dans l'espace public communal.

Par "bien commémoratif", il faut entendre tout arbre, rosier, élément végétal, banc ou autre mobilier urbain accepté par la Commune dans le cadre du présent règlement-redevance.

Le parrainage constitue un geste commémoratif. Il ne confère au redevable aucun droit réel, aucun droit privatif ni aucun droit exclusif sur le domaine public communal.

Article 2.-

Les biens commémoratifs implantés en application du présent règlement-redevance deviennent la propriété de la Commune et sont intégrés au domaine public communal.

Le redevable ne peut procéder à aucune intervention, modification ou opération d'entretien sans l'accord préalable de la Commune.

La Commune attache une importance particulière à la préservation des biens commémoratifs implantés dans l'espace public et veille à en assurer la pérennité dans toute la mesure compatible avec les nécessités de gestion du domaine public.

Toutefois, dans le cadre de travaux, d'aménagements ou pour tout motif d'intérêt général, elle peut être amenée à déplacer, modifier ou supprimer un bien commémoratif. Dans la mesure du possible, le redevable en est informé préalablement. De telles mesures n'ouvrent pas droit à indemnisation.

Redevable

Article 3.-

La redevance est due par la personne physique ou morale dont la demande de parrainage est acceptée par le Collège des Bourgmestre et Echevins. Elle devient exigible à compter de la notification de cette décision.

Demande

Article 4.-

Toute demande de parrainage est introduite au moyen du formulaire ad hoc disponible au Département Espaces publics.

Le formulaire doit être daté, signé et accompagné de tous les renseignements utiles à l'examen de la demande. Le demandeur peut également transmettre un mémo commémoratif relatif à la personne ou à la cause honorée. Ce document pourra être conservé par la Commune et, avec l'accord du demandeur, valorisé dans le cadre de la communication du programme de parrainage.

La Commune encourage la transmission de ces éléments qui participent à la préservation de la mémoire collective et à la mise en valeur des parcours et causes ayant marqué la vie locale.

Article 5.-

Le Collège des Bourgmestre et Échevins est seul compétent pour accepter ou refuser une demande de parrainage après avis des services techniques compétents.

Le Collège statue notamment en tenant compte :

- de la disponibilité des emplacements ;
- de la cohérence paysagère et urbanistique du projet ;
- des contraintes techniques et budgétaires ;
- de l'intérêt général ;
- du respect du présent règlement-redevance ;
- de la compatibilité de l'essence végétale proposée avec les prescriptions techniques de la Commune ;
- du contenu de la plaquette commémorative.

Le demandeur ne bénéficie d'aucun droit acquis sur l'emplacement sollicité.

Les services communaux établissent préalablement un devis estimatif sur base du formulaire complété par le demandeur, qui est communiqué à ce dernier avant la décision du Collège. La demande n'est soumise au Collège qu'après confirmation écrite du demandeur de son accord sur cette estimation.

Article 6.-

Le Collège peut imposer un emplacement alternatif ou des adaptations relatives à l'essence végétale, au mobilier urbain ou au contenu de la plaquette commémorative.

Biens commémoratifs

Article 7.-

Peuvent faire l'objet d'un parrainage :

- les arbres ;
- les rosiers ;
- les autres éléments végétaux autorisés par le Collège ;
- les bancs publics ;
- les autres éléments de mobilier urbain autorisés par le Collège.

Les caractéristiques techniques des biens commémoratifs sont fixées par les services communaux compétents.

Les biens proposés dans le cadre du parrainage ont vocation à contribuer à l'embellissement et à la qualité des espaces publics communaux tout en constituant des lieux de mémoire accessibles à tous.

Plaquettes commémoratives

Article 8.-

L'implantation d'un bien commémoratif peut être accompagnée d'une plaquette commémorative. La plaquette commémorative a pour vocation de rappeler durablement la personne ou la cause honorée et de permettre aux usagers de l'espace public d'en conserver le souvenir.

Le modèle, les dimensions, le matériau, les couleurs, la police et le nombre maximal de caractères sont déterminés par la Commune.

La plaquette peut notamment mentionner le nom de la personne honorée ainsi que, le cas échéant, une courte formule commémorative approuvée par la Commune.

Article 9.-

Le texte proposé est soumis à l'approbation préalable du Collège.

Sont notamment interdits :

- les messages à caractère politique ;
- les messages à caractère commercial ;
- les propos diffamatoires ;
- les messages religieux à caractère prosélyte ;
- les contenus contraires à l'ordre public ou aux bonnes mœurs ;
- les contenus discriminatoires ou injurieux.

Le Collège peut également refuser toute inscription dont le contenu est susceptible de porter atteinte à la neutralité du service public communal ou à l'image de la Commune.

Mise en œuvre et entretien

Article 10.-

La fourniture, la pose et l'implantation des biens commémoratifs sont assurées par la Commune ou par ses adjudicataires.

Les délais de réalisation sont indicatifs et ne peuvent donner lieu à aucune indemnité.

Article 11.-

La Commune assure l'entretien du bien commémoratif dans les limites de ses moyens techniques, humains et budgétaires et veille à assurer la pérennité et la bonne intégration des biens commémoratifs dans l'espace public afin que l'hommage rendu puisse être préservé dans la durée. Elle informe, dans la mesure du possible, le demandeur lorsqu'elle constate une détérioration due à une cause extérieure, naturelle ou humaine, notamment une tempête, un acte de vandalisme ou un accident de roulage. Aucune obligation de résultat n'est assumée quant à la survie d'un végétal.

En cas d'échec de la plantation initiale dans les deux années de celle-ci, la Commune procède à une unique replantation aux frais couverts par la redevance initiale. Après cette période, toute nouvelle plantation donne lieu à une nouvelle demande et au paiement de la redevance applicable.

Implantation différée

Article 12.-

Lorsque l'emplacement souhaité ne peut être retenu immédiatement, le Collège peut décider de différer l'implantation. Ce report ne peut excéder trois ans.

À défaut d'implantation dans ce délai, le Collège propose un nouvel emplacement au demandeur. En cas de refus de celui-ci ou d'impossibilité persistante d'implantation, le Collège statue sur le maintien, le remboursement total ou partiel de la redevance ou l'affectation de celle-ci à un autre projet commémoratif accepté par le demandeur.

La Commune s'efforce de tenir compte, dans toute la mesure compatible avec l'intérêt général et les contraintes techniques, des souhaits exprimés par le demandeur quant au lieu d'implantation du bien commémoratif.

Les dépôts de fleurs, de bougies, de décorations ou de tout autre objet commémoratif sont soumis au règlement général de police.

Redevance

Article 13.-

Le montant de la redevance unique est la somme de tous les coûts réels, présents et futurs, supportés par la

Commune, notamment pour la fourniture, la réalisation, l'installation et l'entretien durant dix ans du bien commémoratif. Le coût de la fourniture, de la réalisation et de l'installation est établi à l'aide du ou des marchés publics en vigueur conclus ou à conclure par la Commune. Le cas échéant, la redevance ne pourra être calculée qu'après la conclusion définitive de tous les marchés publics nécessaires. Les frais d'entretien sont évalués forfaitairement par la Commune pour une période de dix ans et intégrés dans le montant de la redevance ; ils incluent l'inflation estimée année par année.

La redevance couvre également la plaquette commémorative lorsqu'elle accompagne le bien.

Les biens pouvant faire l'objet d'un parrainage ainsi que leur coût indicatif figurent dans le catalogue communal des biens commémoratifs arrêté par le Collège des Bourgmestre et Échevins.

La redevance indicative pour un renouvellement s'y retrouve également.

Pour chaque demande, sur base des principes énoncés ci-dessus, les services communaux établissent un devis tenant compte des caractéristiques du projet, de l'emplacement retenu et des éventuelles prestations complémentaires. Le montant repris dans ce devis constitue la redevance due.

Le montant de la redevance applicable à chaque demande est communiqué au demandeur préalablement à la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins et est repris dans la décision d'acceptation.

Paiement

Article 14.-

Après notification de la décision d'acceptation, une invitation à payer est adressée au redevable. La réalisation du projet n'intervient qu'après paiement intégral de la redevance.

A défaut de paiement dans le délai imparti, la Commune peut retirer l'autorisation accordée.

Durée

Article 15.-

Le parrainage est accordé pour une durée de dix ans à compter de la décision d'acceptation du Collège.

Le redevable peut solliciter un renouvellement dans les six mois précédant l'échéance. Le renouvellement, s'il est accepté par le Collège, est accordé pour une nouvelle période de dix ans et donne lieu au paiement de la redevance applicable au moment de la demande.

La Commune a pour objectif de maintenir le bien commémoratif aussi longtemps que son état, sa sécurité et les nécessités de gestion du domaine public le permettent.

A l'échéance du parrainage, le bien commémoratif demeure propriété de la Commune, laquelle décide librement de son maintien, de son déplacement, de son remplacement ou de sa suppression.

Réclamations

Article 16.-

Toute réclamation relative à l'application du présent règlement ou au montant de la redevance doit être adressée, par écrit, au Collège des Bourgmestre et Échevins, soit par courrier postal, avenue Charles Thielemans 93 à 1150 Bruxelles, soit par courrier électronique à l'adresse "espacespublics@woluwe1150.be", dans un délai de trois mois à compter de la notification de la décision contestée.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

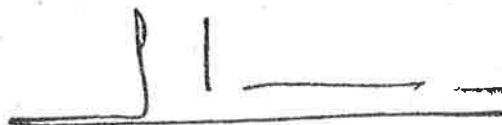
AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

La Secrétaire communale,
(s) Florence van Lamsweerde

La Présidente,
(s) Virginie Van Lierde

POUR EXTRAIT CONFORME
Woluwe-Saint-Pierre, le 15 octobre 2026

La Secrétaire communale,



Florence van Lamsweerde

Le Bourgmestre,



Benoît Cerexhe

**BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST
GEMEENTE SINT-PIETERS-WOLUWE**

Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad

Aanwezig

Virginie Van Lierde, *Gemeenteraadslid-Voorzitster* ;
Benoît Cerexhe, *Burgemeester* ;
Damien De Keyser, Françoise de Callatay-Herbiet, Carla Dejonghe, Georges Dallemagne,
Dominique Harmel, *Schepenen* ;
Anne-Charlotte d'Ursel, Christine Sallé, Cécile Vainsel, Etienne Dujardin, Muriel Godhaird-
Sterckx, Marie Cruysmans, Antoine Bertrand, Jonathan de Patoul, Christiane Mekongo Ananga,
Cathy Vaessen, Hatiana Martine LUWANA, Florentine Röell, Vincent Wauters, François-Julien De
Smet, Yvan Verougstraete, Jean-Nicolas Laurent Josi, Fabienne Puel van Raemdonck, Emmanuel
Fouarge, Géraldine de Chestret de Hanefte, Clémence Decrop, Sophie Hiernaux, Anne Delvaux de
Fenffe, *Gemeenteraadsleden* ;
Florence van Lamsweerde, *Gemeentesecretaris*.

Verontschuldigd

Tanguy Verheyen, Philippe van Cranem, *Schepenen* ;
Alexia Bertrand, Caroline Lhoir, Noureddine Chaghoulani, Laurent de Spirlet,
Gemeenteraadsleden.

Zitting van 13.10.26

#Onderwerp : GR - Retributiereglement betreffende het sponsoren van herdenkingsgedenktekens in de gemeentelijke openbare ruimte - Invoering
#

Openbare zitting

Belastingen

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe Gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikel 117 evenals artikel 137bis betreffende de invordering van de niet-fiscale schuldvorderingen ;

Overwegende de wens van de gemeente om natuurlijke personen en rechtspersonen in de gelegenheid te stellen eer te bewijzen aan een bepaalde overleden persoon of een bepaald doel die/dat hem aan het hart ligt door de financiering op zich te nemen van een boom, een rozenstruik, een stuk straatmeubilair of een ander object dat in de openbare ruimte van de gemeente is geplaatst met een herdenkingsdoel ;

Overwegende dat dit systeem bijdraagt aan de opwaardering van het gemeentelijk planten- en landschapserfgoed en aan de totstandbrenging van voor iedereen toegankelijke plekken voor herdenking en bezinning ;

Overwegende dat voor de behandeling van de aanvragen, de keuze van de locaties, de levering van de gedenktekens, de plaatsing en het onderhoud ervan, alsook het administratieve beheer ervan, de medewerking van de gemeentelijke diensten vereist is ;

Overwegende dat deze diensten voor de gemeente kosten met zich meebrengen die moeten worden gedekt door de heffing van een retributie ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ;

BESLUIT het retributiereglement inzake het sponsoren van herdenkingsgoederen in de gemeentelijke openbare ruimte als volgt in te voeren :

Grondslag van de retributie

Artikel 1.-

Voor de periode van 01.11.2026 tot en met 31.12.2031 wordt een gemeentelijke retributie vastgesteld voor het sponsoren van herdenkingsgedenktekens die in de gemeentelijke openbare ruimte zijn geplaatst.

Onder "herdenkingsgedenkteken" wordt verstaan: elke boom, rozenstruik, plant, bank of ander straatmeubilair dat door de Gemeente in het kader van onderhavig retributiereglement is goedgekeurd.

Sponsoring is een gebaar ter nagedachtenis. Het verleent de retributieplichtige geen zakelijk recht, geen

privérecht noch enig exclusief recht op het gemeentelijk openbaar domein.

Artikel 2.-

Herdenkingsgedenktekens die krachtens onderhavig retributiereglement worden geplaatst, worden eigendom van de Gemeente en worden opgenomen in het gemeentelijk openbaar domein.

De retributieplichtige mag geen ingrepen, wijzigingen of onderhoudswerkzaamheden uitvoeren zonder voorafgaande toestemming van de Gemeente.

De Gemeente hecht bijzonder veel belang aan het behoud van herdenkingsgedenktekens in de openbare ruimte en ziet erop toe dat deze zo lang mogelijk behouden blijven, voor zover dit verenigbaar is met de eisen van het beheer van het openbaar domein.

In het kader van bouwwerkzaamheden, herinrichtingen of om welke reden dan ook van algemeen belang mag de gemeente echter genoodzaakt zijn een herdenkingsgedenkteken te verplaatsen, aan te passen of te verwijderen. Voor zover mogelijk wordt de retributieplichtige hiervan vooraf op de hoogte gesteld. Dergelijke maatregelen geven geen recht op schadevergoeding.

Retributieplichtige

Artikel 3.-

De retributie is verschuldigd door de natuurlijke persoon of rechtspersoon wiens aanvraag tot sponsorschap door het College van Burgemeester en Schepenen is goedgekeurd. Deze wordt opeisbaar vanaf de kennisgeving van deze beslissing.

Aanvraag

Artikel 4.-

Elke aanvraag tot sponsoring wordt ingediend via het daarvoor bestemde formulier dat verkrijgbaar is bij het Departement Openbare Ruimten.

Het formulier moet worden gedateerd en ondertekend en vergezeld gaan van alle gegevens die nodig zijn voor de behandeling van de aanvraag. De aanvrager mag ook een herdenkingsnota indienen over de persoon of de zaak die wordt vereerd. Dit document mag door de Gemeente worden bewaard en, met toestemming van de aanvrager, worden gebruikt in het kader van de communicatie over het sponsorprogramma.

De Gemeente stimuleert het doorgeven van deze elementen, die bijdragen aan het behoud van het collectieve geheugen en aan de opwaardering van de gebeurtenissen en zaken die hun stempel hebben gedrukt op het lokale leven.

Artikel 5.-

Alleen het College van Burgemeester en Schepenen is bevoegd om een aanvraag tot sponsoring goed te keuren of af te wijzen, na advies van de bevoegde technische diensten.

Het College neemt zijn beslissing met name rekening houdend met :

- de beschikbaarheid van de locaties ;
- de landschappelijke en stedenbouwkundige samenhang van het project ;
- de technische en budgettaire beperkingen ;
- het algemeen belang ;
- de naleving van onderhavig retributiereglement ;
- of het voorgestelde plantsoort voldoet aan de technische voorschriften van de Gemeente ;
- de inhoud van de herdenkingsplaat.

De aanvrager heeft geen verworven rechten op de aangevraagde locatie.

De gemeentelijke diensten stellen vooraf een voorlopige kostenraming op aan de hand van het door de aanvrager ingevulde formulier, die aan de aanvrager wordt meegedeeld voordat het College een beslissing neemt. De aanvraag wordt pas aan het College voorgelegd nadat de aanvrager schriftelijk heeft bevestigd dat hij akkoord gaat met deze raming.

Artikel 6.-

Het College mag een alternatieve locatie opleggen of aanpassingen eisen met betrekking tot de plantensoort, het straatmeubilair of de tekst op de gedenkplaat.

Herdenkingsgedenktekens

Artikel 7.-

Mogen het voorwerp uitmaken van een sponsoring :

- bomen ;
- rozenstruiken ;

- de overige plantaardige elementen die door het College zijn toegestaan ;
- openbare banken ;
- de overige elementen van straatmeubilair die door het College zijn toegestaan.

De technische kenmerken van de herdenkingsgedenktekens worden vastgesteld door de bevoegde gemeentelijke diensten.

De goederen die in het kader van het sponsorprogramma worden aangeboden, zijn bedoeld om bij te dragen aan de verfraaiing en de kwaliteit van de openbare ruimtes in de gemeente en tegelijkertijd voor iedereen toegankelijke herdenkingsplaatsen te vormen.

Herdenkingsplaatjes

Artikel 8.-

Bij de plaatsing van een gedenkteken mag een gedenkplaat worden aangebracht. De gedenkplaat is bedoeld om de vereerde persoon of zaak blijvend in herinnering te houden en om de gebruikers van de openbare ruimte in staat te stellen de herinnering daaraan te bewaren.

Het model, de afmetingen, het materiaal, de kleuren, het lettertype en het maximale aantal tekens worden door de Gemeente vastgesteld.

Op het gedenkplaatje mag onder meer de naam van de vereerde persoon worden vermeld, evenals, indien van toepassing, een korte herdenkingstekst die door de Gemeente is goedgekeurd.

Artikel 9.-

De voorgestelde tekst moet vooraf door het College worden goedgekeurd.

Zijn met name verboden :

- boodschappen van politieke aard ;
- boodschappen van commerciële aard ;
- lasterlijke uitlatingen ;
- religieuze boodschappen met een bekeringsoogmerk ;
- contents die in strijd zijn met de openbare orde of goede zeden ;
- discriminerende of beledigende contents.

Het College mag tevens elke inschrijving weigeren waarvan de inhoud de neutraliteit van de gemeentelijke openbare dienst of het imago van de Gemeente zou kunnen schaden.

Uitvoering en onderhoud

Artikel 10.-

De levering, plaatsing en inrichting van herdenkingsgedenktekens worden verzorgd door de Gemeente of door de door haar aangewezen aannemers.

De uitvoeringstermijnen zijn indicatief en geven geen aanleiding tot enige schadevergoeding.

Artikel 11.-

De Gemeente zorgt voor het onderhoud van het herdenkingsgedenkteken binnen de grenzen van haar technische, personele en budgettaire middelen en ziet erop toe dat de herdenkingsgedenktekens duurzaam en goed in de openbare ruimte worden geïntegreerd, zodat het betuigde eerbetoon op lange termijn behouden blijft. Zij stelt de aanvrager, voor zover mogelijk, op de hoogte wanneer zij een beschadiging vaststelt die te wijten is aan een externe oorzaak, hetzij van natuurlijke aard, hetzij door toedoen van mensen, met name een storm, vandalisme of een verkeersongeval. Er wordt geen resultaatverplichting op zich genomen met betrekking tot het voortbestaan van een plant.

Indien de eerste aanplant binnen twee jaar na aanplant mislukt, zorgt de Gemeente voor een eenmalige heraanplant, waarvan de kosten worden gedekt door de oorspronkelijke retributie. Na afloop van deze periode moet voor elke nieuwe aanplant een nieuwe aanvraag worden ingediend en moet de geldende retributie worden betaald.

Uitgestelde inplanting

Artikel 12.-

Wanneer de gewenste locatie niet onmiddellijk kan worden gereserveerd, mag het College beslissen de inplanting uit te stellen. Dit uitstel mag niet langer dan drie jaren duren.

Indien de inplanting niet binnen deze termijn plaatsvindt, stelt het College de aanvrager een nieuwe locatie voor. Indien de aanvrager dit weigert of indien de plaatsing blijvend onmogelijk is, beslist het College over het behoud, de volledige of gedeeltelijke terugbetaling van de retributie of de bestemming ervan voor een ander herdenkingsproject waarmee de aanvrager instemt.

De Gemeente streeft ernaar om, voor zover dit verenigbaar is met het algemeen belang en de technische beperkingen, rekening te houden met de wensen van de aanvrager wat betreft de locatie van het herdenkingsgedenkteken.

Het neerleggen van bloemen, kaarsen, versieringen of andere herdenkingsvoorwerpen is onderworpen aan het algemeen politiereglement.

Retributie

Artikel 13.-

Het bedrag van de eenmalige retributie is de som van alle werkelijke, huidige en toekomstige kosten die door de Gemeente worden gedragen, met name voor de levering, de vervaardiging, de plaatsing en het onderhoud van het herdenkingsgedenkteken gedurende tien jaar. De kosten voor levering, de vervaardiging en de plaatsing worden vastgesteld op basis van de geldende overheidsopdrachten die door de Gemeente zijn gesloten of nog moeten worden gesloten. In voorkomend geval mag de retributie pas worden berekend nadat alle benodigde overheidsopdrachten definitief zijn gesloten. De onderhoudskosten worden forfaitair geraamd door de Gemeente voor een periode van tien jaar en opgenomen in het bedrag van de retributie ; daarin is de geschatte inflatie per jaar meegenomen.

De retributie dekt ook het herdenkingsplaatje wanneer dit bij het gedenkteken wordt geleverd.

De gedenktekens die in aanmerking komen voor sponsoring en de bijbehorende geschatte kosten staan vermeld in de gemeentelijke catalogus van herdenkingsgedenktekens, zoals vastgesteld door het College van Burgemeester en Schepenen.

De richtprijs van de retributie voor een vernieuwing staat daar ook vermeld.

Voor elke aanvraag, op basis van de hierboven vermelde principes, stellen de gemeentelijke diensten een kostenraming op, waarbij rekening wordt gehouden met de kenmerken van het project, de gekozen locatie en eventuele aanvullende diensten. Het bedrag dat in deze kostenraming is vermeld, vormt de verschuldigde retributie.

Het bedrag van de retributie die voor elke aanvraag geldt, wordt aan de aanvrager meegedeeld voordat het College van Burgemeester en Schepenen een beslissing neemt, en wordt vermeld in de beslissing tot goedkeuring.

Betaling

Artikel 14.-

Nadat de beslissing tot goedkeuring is meegedeeld, wordt aan de retributieplichtige een betalingsverzoek gestuurd. Het project wordt pas uitgevoerd nadat de retributie volledig is betaald.

Indien de betaling niet binnen de gestelde termijn plaatsvindt, mag de Gemeente de verleende vergunning intrekken.

Duur

Artikel 15.-

De sponsoring wordt toegekend voor een periode van tien jaar, te rekenen vanaf de beslissing tot goedkeuring van het College.

De retributieplichtige mag in de zes maanden voorafgaand aan de vervaldatum een vernieuwing aanvragen. Indien de vernieuwing door het College wordt goedgekeurd, wordt deze toegekend voor een nieuwe periode van tien jaar en moet de op het moment van de aanvraag geldende retributie worden betaald.

De Gemeente streeft ernaar het herdenkingsgedenkteken te behouden zolang de staat ervan, de veiligheid en de vereisten voor het beheer van het openbaar domein dat toelaten.

Na afloop van de sponsorovereenkomst blijft het herdenkingsgedenkteken eigendom van de Gemeente, die vrij mag beslissen of het behouden, verplaatst, vervangen of verwijderd wordt.

Bezwaren

Artikel 16.-

Elke bezwaar met betrekking tot de toepassing van onderhavig reglement of het bedrag van de retributie moet schriftelijk worden gericht aan het College van de Burgemeester en Schepenen, hetzij per post, Charles Thielemanslaan 93 te 1150 Brussel, of per e-mail naar het adres "espacespublics@woluwe1150.be", binnen een termijn van drie maanden vanaf de kennisgeving van de betwiste beslissing.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,
(g) Florence van Lamsweerde

De Voorzitster,
(g) Virginie Van Lierde

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT
Sint-Pieters-Woluwe, 15 oktober 2026

De Gemeentesecretaris,



Florence van Lamsweerde

De Burgemeester,



Benoît Cerexhe